

# La Turquie « conquise » par l'ouverture d'Obama envers les musulmans

mercredi 15 avril 2009, par [Sophie Shihab](#)

**Les Turcs, il y a un an encore, voyaient dans les Etats-Unis leur « principal ennemi ». Avant de recevoir Barack Obama, ils étaient déjà retournés, conquis par l'honneur qu'il leur faisait. Et sa visite, les 6 et 7 avril, a encore renforcé l'enthousiasme qu'il suscite. Résultat d'autant plus remarquable, souligne Alexandre Toumarkine, de l'Institut Français d'Etudes anatoliennes, que M. Obama « a pu faire passer des messages aussi précis que peu agréables à entendre à chaque camp de la scène politique. Aucun étranger avant lui n'a su le faire ainsi. »**

Alors que les titres de la presse turque rivalisent d'emphase - « Obama a conquis les cœurs », « Visite historique » « Message chaleureux » -, la phrase la plus citée est celle où il assure que son pays « n'est pas en guerre avec l'islam et ne le sera jamais ». Des mots qui ont fait mouche, explique le jeune Farouk, un marchand du Grand Bazar d'Istanbul, car « les gens ici ont besoin d'être rassurés et défendus contre l'islamophobie de l'Occident, comme celle de Nicolas Sarkozy, plus détesté maintenant que George Bush ».

Il ajoute : « Alors qu'Obama a rendu les gens moins pessimistes, ils disent que si l'Europe ne veut pas d'eux, ils ont maintenant l'Amérique... » Avant de se reprendre : « On a l'Amérique en paroles, mais dans les faits ? Nul ne sait. » Ce sont les partis de l'opposition surtout qui ont émis des doutes et des réserves sur le prix qu'aurait à payer la Turquie pour ces faveurs - en termes militaires notamment, comme base pour les troupes américaines quittant l'Irak. La Turquie est une démocratie - M. Obama l'a souligné. Imparfaite, mais avec quatre partis au Parlement : les « post-islamistes » du Parti de la justice et du développement (AKP), au pouvoir mais en baisse de popularité ; et trois partis d'opposition, qui ont progressé : les laïcs kémalistes du Parti républicain du peuple (CHP), les ultranationalistes du Parti d'action nationaliste (MHP) et les Kurdes du Parti de la société démocratique (DTP).

## RÔLE STRATÉGIQUE

A l'exception sans doute de ces derniers, tous ont été déstabilisés par la façon dont M. Obama a su gérer la question du « génocide » arménien. Sans prononcer le mot, le président américain a fait comprendre qu'il n'avait pas changé d'avis sur la réalité du génocide, mais a préféré mettre l'accent sur les discussions actuelles entre Turquie et l'Arménie. Seul le chef des ultranationalistes est monté au créneau, parlant « d'intolérable absence de courtoisie ».

Autre leçon pour l'AKP : l'insistance de M. Obama à qualifier la Turquie d'Etat laïque, à simple « majorité musulmane ». Fini l'approche de l'administration Bush qui parlait du rôle modèle des « musulmans modérés » de Turquie - expression qui mettait en rage les laïques. Ces derniers - dont les militaires, présents pour une fois au « Parlement des islamistes » - ont aussi apprécié l'hommage à « l'héritage d'Atatürk : le caractère fort, vivant et séculier de la démocratie turque ». Mais ces laïques nationalistes ont dû, eux aussi, modérer leur enthousiasme quand M. Obama « issu d'une minorité opprimée » a exhorté au respect de toutes les minorités, ethniques ou religieuses. Par exemple en applaudissant au lancement par l'AKP d'une télévision en kurde, ou en appelant à rouvrir le séminaire grec orthodoxe de Halki - vieille demande des Occidentaux, mais que les dirigeants en visite ne prenaient pas la peine, jusqu'ici, de spécifier. Les Kurdes du DTP, eux, ont dû écouter M. Obama maintenir, comme son prédécesseur, que le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), leur « branche armée », est un parti terroriste comme Al-Qaïda. Déclaration vivement applaudie par les trois autres partis.

Un seul message fut applaudi par tous - celui du soutien à l'adhésion de la Turquie à l'UE. Mardi à Istanbul, devant un panel de jeunes Turcs, Barack Obama l'a redit en répondant sous forme de boutade au refus indigné de Nicolas Sarkozy de le voir s'ingérer dans les affaires de l'UE. Soulignant qu'il exprimait un avis et non une injonction, il a remarqué que « les Européens ne semblent pas s'être souvent interdit de dire ce qu'ils pensent de la politique américaine ». En précisant que c'est ce que doivent faire des amis. Puis il a donné comme exemple des droits que devraient avoir les Turcs, celui de « vendre des abricots dans l'UE » - ignorant apparemment que la Turquie est depuis douze ans déjà en union douanière avec l'UE.

Mais cette erreur le rapproche, paradoxalement, de ceux qui font la même en prêchant pour un « partenariat privilégié » déjà acquis... Au deuxième et dernier jour de sa visite en Turquie, M. Obama a pris le temps de recevoir à Istanbul les chefs religieux des minorités, de parler aux étudiants et de visiter longuement mosquée Bleue et Sainte-Sophie - une façon de reconnaître le rôle stratégique de ce pays.

---

## **Sources**

Source : Le Monde, le 8.04.09